



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1986/30
31 janvier 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-deuxième session
Point 16 de l'ordre du jour provisoire

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Rapport du Groupe des Trois créé conformément à la Convention

Président/Rapporteur : M. Samba Cor Konate (Sénégal)

I. INTRODUCTION

1. La Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3068 (XXVIII), du 30 novembre 1973, est entrée en vigueur le 18 juillet 1976, 30 jours après le dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion. Au 31 décembre 1985, 82 Etats étaient parties à la Convention (voir E/CN.4/1986/29, annexe I).

2. Aux termes de l'article VII de la Convention, les Etats parties s'engagent à soumettre périodiquement au groupe créé conformément à l'article IX de la Convention des rapports sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la Convention.

3. En vertu de l'article IX de la Convention, le Président de la Commission des droits de l'homme est autorisé à désigner un groupe, composé de trois membres qui soient en même temps membres de la Commission et représentants d'Etats parties à la Convention, pour examiner les rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article VII. Le Groupe peut se réunir, pour examiner ces rapports, pendant une période maximale de cinq jours, soit avant l'ouverture soit après la clôture de la session de la Commission.

4. Conformément à l'article IX de la Convention et à la résolution 31/80 de l'Assemblée générale, le Président de la quarante et unième session de la Commission a nommé membres du Groupe les représentants du Nicaragua, de la République démocratique allemande et du Sénégal.

5. Par sa résolution 1985/10, du 26 février 1985, la Commission a décidé, entre autres choses, que le Groupe des Trois désigné par la Commission conformément à l'article IX de la Convention tiendrait, avant la quarante-deuxième session, une réunion d'une durée n'excédant pas cinq jours pour examiner les rapports présentés par les Etats parties en application de l'article VII. Elle a félicité les Etats parties qui avaient présenté leur rapport, demandé instamment à ceux qui ne l'avaient pas encore fait de le faire aussitôt que possible et recommandé une fois encore aux Etats parties de tenir pleinement compte des directives données en 1978 par le Groupe des Trois pour la présentation des rapports, en ce qui concerne leur forme et leur contenu (voir E/CN.4/1986, annexe).

II. ORGANISATION DE LA SESSION DE 1985

A. Participation

6. Le Groupe a tenu sa neuvième session (1986) à l'Office des Nations Unies à Genève, du 27 au 31 janvier 1986. La session a été ouverte par le Directeur adjoint du Centre pour les droits de l'homme. La composition du Groupe était la suivante :

Nicaragua	M. Norman Miranda Castillo
République démocratique allemande	M. Gerhard Richter
Sénégal	M. Samba Cor Konate

B. Election du Bureau

7. A la séance du 27 janvier 1986, le Groupe a élu M. Samba Cor Konate Président/Rapporteur.

C. Ordre du jour

8. A la séance du 27 janvier 1986, le Groupe a examiné l'ordre du jour provisoire (E.CN.4/AC.33/1986/L.1), présenté par le Secrétaire général, et il a adopté l'ordre du jour ci-après pour sa session de 1986 :

1. Ouverture de la session par le représentant du Secrétaire général
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Examen des rapports soumis par les Etats parties conformément à l'article VII de la Convention

5. Examen, conformément à la résolution 1985/10 de la Commission, des activités des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud
6. Rapport du Groupe à la Commission des droits de l'homme.

III. EXAMEN DES RAPPORTS SOUMIS PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT
A L'ARTICLE VII DE LA CONVENTION

9. Le Groupe était saisi des documents suivants : i) une note du Secrétaire général (E/CN.4/1986/29) concernant l'état de la Convention et la présentation des rapports par les Etats parties conformément à l'article VII de la Convention, et ii) les rapports soumis après la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme par le Pérou (E/CN.4/1986/29/Add.1), le Suriname (E/CN.4/1986/29/Add.2), l'Equateur (E/CN.4/1986/29/Add.3), le Gabon (E/CN.4/1986/29/Add.4), la République démocratique allemande (E/CN.4/1986/29/Add.5), l'Iraq (E/CN.4/1986/29/Add.6), la République arabe syrienne (E/CN.4/1986/29/Add.7) et la Tchécoslovaquie (E/CN.4/1986/29/Add.8).

10. Le Groupe a entrepris l'examen de chaque rapport en présence des représentants des Etats parties concernés invités à assister à ces réunions conformément aux recommandations qu'il a faites depuis sa session de 1979.

Pérou

11. Le deuxième rapport périodique du Pérou a été présenté par le représentant de l'Etat partie, qui a souligné qu'au Pérou l'apartheid était considéré comme un crime contre l'humanité puisque, conformément à la Constitution péruvienne, la Convention faisait partie de la législation nationale. Il a mentionné des dispositions de la Constitution et de la législation qui interdisaient la discrimination sous toutes ses formes. A cet égard il a souligné que le Pérou appuyait toutes les décisions des Nations Unies touchant la prévention, la répression et l'élimination du régime d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Il a déclaré en outre que le Pérou condamnait avec force l'exécution, le 18 octobre 1985, du poète sud-africain noir Benjamin Moloise, laquelle avait eu lieu malgré un appel international pour que l'on surseoie à cette exécution. Enfin, le représentant a informé le Groupe qu'en décembre 1985 le Pérou avait supprimé ses services consulaires au Cap et demandé au Gouvernement sud-africain de faire de même pour ses services à Lima.

12. Le Groupe a félicité le représentant de l'Etat partie de sa présentation du rapport et noté avec satisfaction que ce rapport très complet était établi conformément aux directives générales du Groupe concernant la forme et le contenu. Il a demandé dans quelle mesure et de quelle manière le Gouvernement péruvien tenait les sociétés transnationales pour responsables du maintien du régime d'apartheid en Afrique du Sud. En réponse, le représentant a déclaré que le Pérou n'avait pas d'investissements en Afrique du Sud et que les sociétés péruviennes ne traitaient pas avec ce pays.

Suriname

13. Le rapport initial du Suriname a été examiné sans qu'un représentant du Gouvernement participe à cet examen. Le Groupe a pris note des renseignements figurant dans le rapport, en particulier de la référence à un décret concernant les droits et devoirs fondamentaux de la population du Suriname (Décret 411.1982 No 63), qui était entré en vigueur le 30 mars 1982 et qui contenait des dispositions touchant l'égalité de tous les citoyens.

14. Le Groupe a demandé au Gouvernement du Suriname de faire figurer dans son prochain rapport des dispositions concrètes de sa législation et d'y indiquer les mesures judiciaires, administratives ou autres adoptées pour donner effet aux dispositions de la Convention. Enfin, le Groupe a exprimé l'espoir que

le Gouvernement du Suriname tiendrait compte, lorsqu'il établirait ses prochains rapports, des directives générales concernant la forme et le contenu des rapports et qu'il envisagerait d'envoyer un représentant pour participer à l'examen de ses rapports.

Equateur

15. Le deuxième rapport périodique de l'Equateur a été présenté par la représentante de l'Etat partie, qui a souligné l'importance de l'article 4 de la Constitution, aux termes duquel l'Etat équatorien condamnait toutes les formes de colonialisme, de néocolonialisme, de discrimination raciale et de ségrégation, et reconnaissait le droit de tous les peuples de se libérer de ces régimes oppressifs. Elle a mis en lumière d'autres dispositions pertinentes de la Constitution de l'Equateur qui garantissaient les principes d'égalité et de non-discrimination et interdisaient les activités incompatibles avec les objectifs du peuple équatorien, définis dans la Constitution. Elle a déclaré qu'en cas de violation des dispositions constitutionnelles pertinentes, tout citoyen lésé pouvait avoir recours, sans distinction, soit aux tribunaux de la République, soit au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale dont l'Equateur avait reconnu la compétence par une déclaration spéciale faite le 21 mars 1977. Le Groupe a pris note avec satisfaction des renseignements figurant dans le rapport de l'Equateur. Un complément d'information a été demandé au sujet des mesures prises depuis la présentation du premier rapport. En réponse à une question d'un membre du Groupe, la représentante a déclaré que la ratification de la Convention par le Congrès signifiait que ses dispositions étaient devenues partie intégrante du droit interne de son pays

Gabon

16. Le rapport initial du Gabon a été présenté par la représentante de l'Etat partie, qui a déclaré que les dispositions de la Constitution ainsi que celles du Code pénal interdisaient tous actes de discrimination raciale, ethnique, religieuse ou culturelle et toute propagande régionaliste au Gabon. Elle a souligné que le Gabon apportait son appui et participait activement au Fonds de solidarité institué par le Comité de libération de l'OUA et qu'il avait versé à ce Fonds une contribution financière très importante. Elle a ajouté que le Gabon n'avait aucun lien diplomatique ou culturel avec l'Afrique du Sud et que les médias donnaient régulièrement au public des informations sur les problèmes d'apartheid

17. Le Groupe a pris note avec satisfaction du rapport initial du Gabon et il a estimé qu'il faudrait suivre les directives de plus près dans le prochain rapport. Il a demandé de préciser s'il était question du problème de l'apartheid dans les programmes scolaires et souhaite connaître l'avis du Gouvernement gabonais quant à l'étendue et à la nature de la responsabilité des sociétés transnationales dans la persistance du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Dans sa réponse, la représentante a déclaré que les manuels scolaires avaient été révisés au cours des années 70, mais qu'il n'y était pas question expressément de l'apartheid en tant que crime contre l'humanité, toutefois l'article 1 de la Constitution bannissait le racisme. Elle s'est engagée à transmettre les questions du Groupe à son gouvernement.

République démocratique allemande

18. Le quatrième rapport périodique de la République démocratique allemande a été présenté par le représentant de l'Etat partie. Le représentant a souligné que son pays condamnait résolument la politique de racisme et de ségrégation raciale poursuivie par les milieux dirigeants d'Afrique du Sud et exprimait son appui inconditionnel à la lutte menée par le peuple pour l'indépendance et l'autodétermination. Comme il l'avait souligné dans ses rapports antérieurs, le Gouvernement de la République démocratique allemande avait pris les dispositions législatives et autres mesures nécessaires pour assurer la répression du crime d'apartheid. La République démocratique allemande approuvait pleinement les décisions pertinentes des Nations Unies, y compris celles qui dénonçaient la complicité des sociétés transnationales et des banques avec le régime d'apartheid. Elle jugeait extrêmement important que la Commission des droits de l'homme ait noté qu'une part de responsabilité dans le crime d'apartheid revenait aussi aux sociétés transnationales collaborant avec l'Afrique du Sud et qu'elle ait donné une vive impulsion au renforcement du front international contre l'apartheid.

19. En réponse à des questions posées par les membres du Groupe, le représentant a cité des chiffres indiquant l'appui que son pays apportait aux mouvements de libération nationale en Afrique australe et il a déclaré, en particulier, qu'en 1985 les contributions volontaires provenant de la population de la République démocratique allemande s'étaient chiffrées à 200 millions de marks et qu'au cours des cinq dernières années des fonds de solidarité se chiffrant à plus d'un milliard de marks avaient été envoyés. Une part importante de ces dons servait à appuyer les populations d'Afrique australe et leurs mouvements de libération. En 1985, des centaines de jeunes membres de ces mouvements de libération avaient reçu leur certificat d'aptitude professionnelle en République démocratique allemande. En coopération avec le Comité finlandais pour la paix, un village d'enfants avec jardin d'enfants, crèche et facilités scolaires avait été créé dans un camp de réfugiés de la SWAPO en République populaire d'Angola.

20. Le Groupe a dit grand bien du rapport de la République démocratique allemande qui, à son avis, contenait des renseignements complets et précieux, et il s'est félicité des informations complémentaires fournies par le représentant. Le Groupe s'est déclaré satisfait également de l'importante assistance matérielle fournie aux mouvements de libération nationale luttant contre le régime d'apartheid.

Iraq

21. Le quatrième rapport périodique de l'Iraq a été présenté par le représentant de l'Etat partie, qui a souligné que le rapport avait été établi conformément aux directives générales données au sujet de la forme et du contenu des rapports. Il a déclaré que le régime d'apartheid allait à l'encontre de tout ce que l'Iraq et le peuple iraquien défendaient et, qu'à cet égard, l'Iraq partageait l'opinion selon laquelle le crime d'apartheid était une forme de génocide. Il a souligné que des informations sur les problèmes de l'apartheid figuraient dans tous les programmes scolaires de l'Iraq.

22. Le Groupe s'est déclaré satisfait de ce rapport complet, qui illustrait clairement les mesures prises par l'Etat partie pour combattre les maux de l'apartheid. Des précisions ont été demandées au sujet de la nature et de l'étendue de la responsabilité des sociétés transnationales en ce qui concerne la persistance du crime d'apartheid en Afrique du Sud. En réponse, le représentant a déclaré que ces sociétés devaient être considérées comme aidant et encourageant le crime d'apartheid et qu'il fallait en conséquence prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'elles ne traitent pas, en particulier dans le domaine de la technologie nucléaire, avec l'Afrique du Sud.

République arabe syrienne

23. Le quatrième rapport périodique de la République arabe syrienne a été présenté par le représentant de l'Etat partie, qui a souligné les liens et la collaboration existant entre Israël et l'Afrique du Sud. Le Groupe s'est déclaré satisfait de la présentation du rapport, qui complétait les renseignements déjà fournis dans le troisième rapport périodique de la République arabe syrienne. L'opinion du Gouvernement de la République arabe syrienne sur la nature et l'ampleur de la responsabilité des sociétés transnationales dans la persistance du régime d'apartheid en Afrique du Sud a été demandée. En réponse, le représentant a déclaré que le Gouvernement de la République arabe syrienne estimait que les activités des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud aidaient à perpétuer le régime d'apartheid dans ce pays et en Namibie et qu'il fallait faire pression sur les Etats dont relevaient les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie pour qu'ils mettent fin aux activités de ces sociétés.

Tchécoslovaquie

24. Le représentant de la Tchécoslovaquie a présenté le troisième rapport périodique de son pays, où étaient dénoncées les manifestations les plus récentes du crime d'apartheid, caractérisé par une répression brutale, des actes généralisés de torture et le massacre de personnes de race noire innocentes. Il a déclaré que le régime sud-africain était un régime militaire et policier qui se livrait constamment à des actes d'agression contre les Etats de première ligne. Ce régime constituait donc une menace pour la paix internationale en général et pour la paix sur le continent africain en particulier. Le respect absolu des résolutions pertinentes de l'ONU et l'application du Programme d'action contre l'apartheid contribueraient à l'éliminer. Comme l'exigeaient les résolutions de l'ONU, la Tchécoslovaquie avait rompu toutes relations - diplomatiques, économiques, culturelles et autres - avec l'Afrique du Sud.

25. La Tchécoslovaquie était d'avis que le Conseil de sécurité de l'ONU devait adopter, conformément à la Charte des Nations Unies, des mesures appropriées, y compris l'imposition de sanctions au titre du Chapitre VII de la Charte. Le Gouvernement tchécoslovaque, qui avait signé dès 1975 la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, en appliquait systématiquement et fidèlement toutes les dispositions. Il lançait un appel à tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait - et en particulier aux Etats occidentaux les plus développés - pour qu'ils adhèrent à la Convention et contribuent ainsi à éliminer radicalement et définitivement le système criminel de l'apartheid.

26. En réponse à la question soulevée, le représentant de la Tchécoslovaquie a évoqué les articles 109, 196, 198 et 221 du Code pénal de son pays, aux termes desquels des peines sévères étaient imposées en cas de délit lié à l'intolérance raciale, nationale et religieuse, ainsi que de propagande et d'agitation en faveur de la haine raciale. La Tchécoslovaquie prenait part à la formulation des décisions des organes de l'ONU qui étaient dirigées contre l'armement de l'Afrique du Sud, ses actes d'agression à l'encontre des pays voisins, ainsi que contre les sociétés transnationales dont les opérations relèvent du crime d'apartheid, et elle appuyait ces décisions. Le Groupe des Trois a approuvé l'opinion de la Tchécoslovaquie quant à la nécessité d'imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, et il a exprimé sa satisfaction du rapport détaillé présenté par le Gouvernement tchécoslovaque.

IV. EXAMEN DES ACTIVITES DES SOCIETES TRANSNATIONALES OPERANT EN AFRIQUE DU SUD

27. Conformément à la demande qui figure dans la résolution 1985/10 de la Commission des droits de l'homme, le Groupe des Trois a continué d'examiner la question de savoir si les activités des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud relevaient de la définition du crime d'apartheid et si des actions en justice pourraient ou non être engagées au titre de la Convention, et, à la lumière des opinions exprimées par les Etats parties à la Convention, il a examiné l'importance et la nature de la responsabilité des sociétés transnationales dans la persistance du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

28. Le Groupe a félicité les Etats parties qui avaient fait connaître leurs vues soit dans le cadre de leurs rapports périodiques, soit séparément, et il a lancé un appel à ceux qui ne l'avaient pas encore fait pour qu'ils fassent connaître leurs vues dès que possible. Le Groupe a estimé qu'un examen plus poussé de la question était nécessaire et que les vues et opinions des Etats parties à la Convention sur l'importance et la nature de la responsabilité des sociétés transnationales dans la persistance du régime d'apartheid en Afrique du Sud seraient de la plus grande utilité.

29. Le Groupe a noté que plusieurs organes des Nations Unies avaient à maintes reprises appelé l'attention de la communauté internationale sur le lien étroit qui existait entre les activités des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie et la persistance du régime raciste de l'Afrique du Sud et de l'apartheid, ainsi que la position des pays d'origine de ces sociétés à l'égard du régime raciste de l'Afrique du Sud. Le Groupe a insisté sur la position de l'Assemblée générale, exprimée dans la résolution 40/27, selon laquelle la persistance de la collaboration de certains Etats et de certaines sociétés transnationales avec le régime raciste de l'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire et autre est un encouragement à l'intensification de l'odieuse politique d'apartheid.

30. Le Groupe a rappelé que dans sa résolution 35/39, l'Assemblée générale avait pour la première fois prié la Commission des droits de l'homme de prendre en considération, dans la mise à jour ultérieure de la liste des auteurs du crime d'apartheid, les résolutions et les instruments qui, entre autres choses, dénoncent la complicité des sociétés et des banques transnationales avec le régime d'apartheid. Le Groupe, tenant compte du rapport adressé par M. Khalifa à la Sous-Commission, a noté avec préoccupation

l'importance et le nombre des institutions qui continuent à se livrer à des activités diverses dans le cadre de l'économie de l'Afrique du Sud. Il a également constaté que le développement de ces activités prenait des proportions graves, comme il est indiqué dans les conclusions du rapport du Comité spécial contre l'apartheid (A/40/22).

31. Le Groupe a été d'avis que les activités visant à identifier les sociétés et banques transnationales qui participent à l'exploitation raciste en Afrique du Sud et en Namibie ou qui aident, sous une forme ou une autre, le régime d'apartheid, revêtent une très grande importance en vue de faire l'inventaire et de s'assurer des biens pouvant être utilisés pour régler les demandes de dédommagement des peuples sud-africain et namibien en général et des victimes du régime d'apartheid en particulier, ainsi que celles des Etats directement lésés par les actes d'agression de l'Afrique du Sud.

32. Le Groupe rejette comme dépourvue de tout fondement l'affirmation selon laquelle les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et une coopération étroite entre certains pays et le régime raciste de l'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire et autre, permettent d'améliorer la situation critique de la majorité écrasante de la population de ce pays et contribuent progressivement à rendre plus humain le système criminel de l'apartheid.

33. La collaboration et l'appui en matière économique, technologique et militaire que fournissent les monopoles internationaux et nationaux et certains pays aux autorités sud-africaines renforcent le régime criminel de l'apartheid et aident à perpétuer l'oppression de la majorité africaine et à exacerber la répression contre eux qui luttent pour leurs droits civils, politiques, économiques et autres. Les événements tragiques qui ont, encore récemment, fait ressortir la véritable nature du régime raciste de répression montrent manifestement que les relations d'ordre politique, économique, militaire et autre avec le régime raciste encouragent ce dernier à poursuivre ses actes d'agression gratuits et à étouffer les aspirations du peuple à l'autodétermination et à l'indépendance. Selon le Groupe, une action judiciaire contre les sociétés et banques transnationales en raison de leur collaboration avec l'Afrique du Sud favoriserait considérablement la lutte des peuples sud-africain et namibien contre le régime raciste, ainsi que les efforts des Nations Unies en vue d'éliminer la politique d'apartheid.

34. A cet égard, le Groupe a souligné qu'aux termes du paragraphe 2 de l'article premier de la Convention, les Etats parties déclarent criminelles les organisations et les institutions qui commettent le crime d'apartheid. Le Groupe était d'avis que cette disposition s'appliquait incontestablement aux sociétés transnationales.

35. Le Groupe estime qu'en poursuivant de telles activités en Afrique du Sud, les sociétés transnationales sapent tous les efforts faits pour appliquer les décisions de la communauté internationale en vue de prévenir la perpétration de l'apartheid et vont à l'encontre de l'application des sanctions prises contre le régime raciste.

36. Le Groupe est donc parvenu à la conclusion que cette connivence obligeait, d'un point de vue juridique conformément à l'alinéa b) de l'article III de la Convention, à considérer que ces sociétés transnationales étaient complices du crime d'apartheid et qu'il fallait les poursuivre pour la part de responsabilité qui leur revient dans la continuation de ce crime.

37. Le Groupe a considéré que cette responsabilité des sociétés transnationales devrait notamment se traduire par leur obligation de dédommager les peuples sud-africain et namibien lorsque le régime d'apartheid sera éliminé ou lorsque la Namibie accédera à l'indépendance. Le Groupe a rappelé que plusieurs résolutions des Nations Unies, ainsi que le décret No 1 du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, avaient affirmé ce droit de compensation à l'égard du crime d'apartheid.

38. Le Groupe a pris note des initiatives prises par certains pays occidentaux au sujet des activités des sociétés ayant des intérêts en Afrique du Sud et relevant de leur juridiction. Le Groupe estime néanmoins que, pour être efficaces, les mesures de désinvestissement qui ont été prises doivent être accompagnées d'une application effective des sanctions qui seront décidées par le Conseil de sécurité.

39. Le Groupe est d'avis que la collaboration des Etats ayant juridiction sur les sociétés transnationales qui poursuivent des activités en Afrique du Sud est indispensable pour l'application de sanctions contre le régime d'apartheid.

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

40. Le Groupe des Trois remercie les représentants des Etats dont les rapports étaient à l'examen d'avoir assisté à ses réunions et participé à ses travaux : il relève avec satisfaction qu'à une exception près tous les rapports examinés à la session ont été présentés par les représentants des Etats auteurs.

41. Le Groupe félicite les Etats parties qui ont soumis des rapports périodiques. Il note avec préoccupation que plus de la moitié des Etats parties à la Convention n'ont encore soumis aucun rapport et il prie instamment les Etats parties qui n'ont pas soumis leur rapport initial de le faire aussitôt que possible, comme le prévoit l'article VII de la Convention.

42. Le Groupe note en outre avec préoccupation qu'au 1er février 1986 136 rapports qui devaient être présentés en application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid n'avaient pas encore été reçus et demande instamment aux Etats parties concernés de s'acquitter des obligations qui leur incombent à cet égard. Conformément à la résolution 40/116 de l'Assemblée générale, le Groupe demande au Secrétaire général, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme, d'inviter les Etats parties concernés à indiquer, s'ils le désirent, les raisons pour lesquelles il leur est difficile de s'acquitter de ces obligations et s'ils souhaitent, le cas échéant, bénéficier de conseils et d'une assistance techniques afin de mieux s'en acquitter.

43. Le Groupe recommande de nouveau aux Etats parties de tenir pleinement compte, lors de l'établissement de leurs rapports, des directives générales concernant la forme et le contenu de ces rapports.

44. Le Groupe se déclare préoccupé par le fait qu'au 31 décembre 1985, 82 Etats seulement étaient devenus parties à la Convention. Convaincu que la ratification de la Convention ou l'adhésion à cet instrument sur une base universelle et la mise en oeuvre de ses dispositions sont la condition de son efficacité, le Groupe recommande une fois de plus à la Commission des droits

de l'homme de prier instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention ou d'y adhérer sans tarder, en particulier les Etats qui ont juridiction sur les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud et en Namibie et sans la collaboration desquels il n'est pas possible de mettre fin à ces opérations.

45. Le Groupe demande aux Etats parties de fournir dans leurs rapports tous renseignements pertinents sur les mesures législatives, judiciaires et administratives qu'ils ont prises pour donner effet aux dispositions de l'article IV de la Convention, ou sur les difficultés que l'application de cet article peut leur avoir posées.

46. Le Groupe demande aussi aux Etats parties de fournir dans leurs rapports davantage de renseignements sur les cas concrets dans lesquels ils ont eu l'occasion d'exercer leur juridiction en prenant l'initiative de poursuivre, de traduire en justice et de punir les personnes responsables, ou accusées, d'actes énumérés à l'article II de la Convention.

47. Le Groupe propose aux Etats parties qui ne l'ont pas encore fait de communiquer leurs vues sur l'ampleur et la nature des activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et sur l'applicabilité à cet égard de l'article III de la Convention.

48. Le Groupe demande aux Etats parties de mentionner nommément dans leurs rapports, chaque fois que cela est possible, les personnes, les organisations, les institutions et les représentants d'Etat que l'on tient pour responsables de crimes énumérés à l'article II de la Convention, et ceux contre lesquels ils ont engagé des poursuites judiciaires afin de permettre à la Commission de poursuivre la mise à jour périodique de la liste visée à l'article X de la Convention.

49. Le Groupe a pris note avec satisfaction de la décision prise de convoquer une conférence mondiale sur les sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud raciste et prie la Commission des droits de l'homme d'inviter les Etats qui ont juridiction sur les sociétés opérant en Afrique du Sud à participer activement à cette conférence.

50. Le groupe appuie la suggestion tendant à convoquer une session du Conseil de sécurité de l'ONU qui adopterait les mesures voulues, y compris les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à l'encontre du régime raciste d'Afrique du Sud.

51. Le Groupe tient à adresser de nouveau un appel aux Etats parties, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme, pour qu'ils coopèrent plus étroitement sur le plan international afin d'exécuter pleinement, conformément à la Charte des Nations Unies, les décisions prises par le Conseil de sécurité et autres organes compétents de l'ONU, en vue de prévenir, d'éliminer et de réprimer le crime d'apartheid, comme le prévoit l'article VI de la Convention.

52. Le Groupe tient à noter que le crime d'apartheid est une forme du crime de génocide, similaire, de par sa nature, aux régimes fasciste et nazi et, qu'en tant que tel, il tombe sous le coup de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Il recommande à la Commission des droits de l'homme d'exprimer dans ses

résolutions respectives cette interdépendance et le fait que l'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid est une indication de l'application de la Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide.

53. Rappelant en particulier le paragraphe 3 de la résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale par laquelle la Convention a été adoptée ainsi que la résolution 40/27 de l'Assemblée, le Groupe appelle de nouveau l'attention des organismes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales nationales et internationales sur la nécessité d'intensifier leurs activités en vue de sensibiliser davantage l'opinion publique en dénonçant les crimes commis par le régime raciste d'Afrique du Sud et de redoubler d'effort pour diffuser, par les voies appropriées, des informations sur la Convention et son application en vue d'inciter de nouveaux pays à la ratifier ou à y adhérer.

54. Le Groupe tient à souligner une fois de plus l'importance des mesures qu'exige dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation la pleine application de la Convention et il invite les Etats parties à donner dans leurs rapports d'amples renseignements sur ces mesures.

55. Le Groupe appelle l'attention des Etats parties sur l'importance de l'article XI de la Convention et invite les Etats parties à indiquer plus en détail dans leurs rapports comment ils donnent effet aux dispositions de cet article.

56. Le Groupe appelle une fois de plus l'attention sur le fait qu'il importe d'accroître l'assistance apportée aux mouvements de libération nationale en Afrique australe.

57. Le Groupe recommande à la Commission des droits de l'homme de prier le Secrétaire général d'inviter une fois encore les Etats parties à la Convention qui ne l'ont pas encore fait à faire connaître leurs vues sur l'importance et la nature de la responsabilité qui revient aux sociétés transnationales dans le maintien du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

58. Le Groupe recommande à la Commission des droits de l'homme de prier le Secrétaire général d'inviter les Etats parties à la Convention, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à fournir à la Commission des droits de l'homme des renseignements pertinents sur les types d'actes inhumains constituant le crime d'apartheid, qui sont visés à l'article II de la Convention et qui sont commis par les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud.

VI. ADOPTION DU RAPPORT

59. Le Groupe a examiné le projet de rapport sur les travaux de sa session de 1986 à sa réunion du 31 janvier 1986. Le projet de rapport, tel qu'il a été révisé durant cet examen, a été adopté à l'unanimité.